



REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté - Egalité – Fraternité

Département de l'Hérault

Commune de BAILLARGUES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S

N° DLP2019-02 - Séance du 08/02/2019

ACTES

7. Finances locales

7.1 Décisions budgétaires

7.1.1. Budgets et comptes

Nombre des membres		
Membres en exercice	Présents	Qui a pris part aux votes
13	09	09

Vote	
Pour	
Contre	
A l'unanimité	x

L'an 2019, le 08 Février à 9h00, le conseil d'administration du C.C.A.S de la commune de BAILLARGUES s'est réuni à la salle Cabernet, sous la présidence de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Président du C.C.A.S, en session ordinaire. Les convocations individuelles et l'ordre du jour ont été transmis par écrit aux membres du conseil d'administration le 04/02/2019. La convocation et l'ordre du jour ont été affichés au C.C.A.S le 04/02/2019.

Présents :

Jean-Luc MEISSONNIER, Alain SOULIER, Marie-Thérèse AMALVY, Régine SUAY, Jean-Luc DE LA CLERGERIE, Christiane GAUBERT, Bertrand LEENHARDT, Marie- France TEXIER, Jean – Marie COURTES.

Absents:

Anna RAMORA, Stéphane VIDAL, Hubert FABRITIUS, Michel BAUDOUR.

Secrétaire de séance :

Marie BRAL, Directrice du C.C.A.S.

N° DLP2019 -02 - BUDGET CCAS : RESTES A REALISER 2018


Alain SOULIER, membre du conseil d'administration, rapporte que le montant des restes à réaliser est déterminé à partir de la comptabilité d'engagement dont la tenue obligatoire par l'ordonnateur résulte de la loi n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République (dite loi ATR).

Les restes à réaliser doivent être adoptés par le Conseil d'administration ; ils doivent être sincères dans leur inscription et dans leur contenu.

Il est proposé au Conseil d'administration d'inscrire au budget primitif 2019 du CCAS les restes à réaliser de l'exercice 2018, à savoir :

- o Dépenses d'investissement : 172 044.00 euros (soit 143 370€ HT)
- o Recettes d'investissement : 606 088.09 euros (soit 505 073€ HT)

Le Conseil d'administration, après en avoir délibéré à l'unanimité **APPROUVE**.

Pour extrait conforme,
Le 14/02/2019,
Le Président du C.C.A.S,
Jean-Luc MEISSONNIER

Pour le Président
Alain SOULIER
Vice Président du C.C.A.S

Acte rendu exécutoire compte tenu :

- de sa réception en Préfecture de l'Hérault le
- de sa publication le

La présente délibération peut dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER.